

« LES AUTRES NE PENSENT PAS COMME NOUS »

de Maurice GOURDAULT-MONTAGNE

Éditions BOUQINS (Mémoires)

Octobre 2022

Présentation de l'éditeur :

« Maurice Gourdault-Montagne nous fait revivre les grands événements diplomatiques qui ont marqué la France de Mitterrand à nos jours.

Plus que les mémoires d'un grand diplomate, cet ouvrage est celui de l'un des meilleurs connaisseurs des relations internationales de ces quarante dernières années. Acteur et expert de premier plan, l'auteur nous éclaire sur des enjeux stratégiques dont l'actualité ne cesse de faire irruption dans nos vies. Maurice Gourdault-Montagne est un homme de caractère. Sa vigueur intellectuelle donne à ces souvenirs toute leur valeur et leur authenticité. Ayant occupé des fonctions clés à l'Élysée, à Matignon et au Quai d'Orsay, maîtrisant aussi bien les arcanes de la diplomatie française que ceux de la politique intérieure, il nous plonge dans les coulisses des grandes crises qui ont secoué le monde.

Des rapports franco-américains durant la guerre d'Irak aux missions secrètes dont il fut chargé pour renouer des relations avec l'Iran et la Syrie, en passant par les soubresauts de la construction européenne, il nous fait entrer dans ce qu'on appelle le "domaine réservé" du président, depuis le premier mandat de François Mitterrand. À une vision uniforme et idéologique du monde, Maurice Gourdault-Montagne oppose une philosophie de l'action fondée sur la diversité des cultures et des peuples, le respect de leur histoire et de leur sensibilité.

Jeune diplomate en Inde, puis ambassadeur à Tokyo, Londres, Berlin ou Pékin, il dresse des portraits originaux des dirigeants qu'il a rencontrés, en particulier en Allemagne où il a passé sept années. Il évoque aussi les occasions manquées avec la Russie et livre une analyse personnelle de la crise ukrainienne. Devant l'importance de l'enjeu algérien, il retrace la tentative avortée du traité d'amitié, et nous éclaire enfin sur les évolutions de pays plus lointains, indispensables à la compréhension des défis contemporains, comme la Chine, l'Inde et le Japon.

Dans un environnement marqué par le retour des empires, la colère des peuples et le recul des valeurs universelles au profit du différentialisme et du communautarisme, Maurice Gourdault-Montagne souligne aussi bien les atouts que les faiblesses de notre pays : une France contrainte de s'adapter aux nouvelles réalités du monde sans rien perdre de sa capacité d'entraînement ».

Extrait de l'ouvrage :

Pour être en phase avec l'actualité et pour poursuivre la réflexion personnelle que j'ai développée à propos de la guerre en Ukraine, je privilégie le 5^{ème} chapitre de l'ouvrage (« Trop seuls avec la Russie ») et j'en propose la totalité :

« La guerre d'Irak nous avait permis d'établir avec la Russie les fondements d'une relation de confiance qui ne demandait qu'à se consolider. Chirac misait beaucoup sur cette opportunité d'appivoiser "l'Ours russe" et d'intégrer le mieux possible ce pays-continent dans la communauté internationale. Chirac était attentif aux symboles et à la mémoire. On se souvient qu'aux cérémonies

du débarquement, en 2004, il avait invité pour la première fois le chancelier allemand en accord avec le président russe, qui lui avait confié qu'il comptait inviter Schröder sur la place Rouge en 2005, pour la première fois également depuis la guerre. La présence de Poutine à Arromanches fut l'occasion de saluer, devant le président américain et les autres chefs d'État et de gouvernement, dont la reine Elizabeth, "les héroïques soldats de l'Armée rouge qui, à Moscou, à Stalingrad et à Koursk, avaient ouvert la voie au débarquement et progressaient de façon irrésistible". Il s'agissait pour Chirac, dans la plupart de ses actions, de rester à l'écoute du Kremlin et je fis dans cette optique plusieurs déplacements à Moscou entre 2004 et 2007 afin de préparer les rencontres entre chefs d'État. Après le temps fort qu'avait constitué le voyage de 2003, Vladimir Poutine revint à Paris. Nous lui fîmes visiter le PC des forces aériennes stratégiques de Taverny – rare geste de confiance – auquel le dirigeant russe répondit en nous ouvrant les portes de la Cité des étoiles lorsque Chirac se rendit à Moscou. J'observais à cette période que le président russe, d'un naturel réservé et méfiant, se montrait plus disert dans les commentaires qu'il nous livrait sur la situation internationale, en particulier au sujet de l'avenir de l'Europe. Cette spontanéité était perceptible tant dans les entretiens bilatéraux que dans les réunions à trois avec la chancelière Merkel. J'ai, en particulier, le souvenir de ses mises en garde sur l'indépendance du Kosovo et sur la perspective virtuelle d'une absorption de celui-ci par l'Albanie voisine. Poutine nous confiait y voir le risque, pour l'Union européenne, d'avoir un jour à traiter avec un État musulman militant au cœur de notre continent. Jacques Chirac souhaitait que le G8 soit la plateforme privilégiée pour insérer la Russie dans le concert des nations. Le caractère informel de cette enceinte et la multiplicité des sujets qui s'y traitaient fournissaient à chacun la possibilité d'exprimer son point de vue et d'écouter celui des autres. Le dîner informel qui se tenait sans témoins le premier soir entre les leaders était devenu un temps fort des sommets du G8, car le caractère privé de la rencontre prêtait aux confidences. Poutine jouait le jeu de la confiance en livrant un peu de sa pensée. Chirac était peu disert sur ce qui s'y était dit, mais était généralement satisfait des échanges et attentif au président russe. Il avait ainsi beaucoup encouragé son homologue russe alors que celui-ci était appelé à exercer la présidence de cette instance en 2006, la seule qui fût jamais assurée par Moscou. La suivante, prévue en 2014, fut en effet annulée en raison de l'invasion de la Crimée et de l'offensive au Donbass. Les thèmes à l'ordre du jour au sommet de Saint-Pétersbourg, qui clôtura cette séquence diplomatique, témoignent d'ailleurs de l'ampleur du dialogue qui s'était établi à l'époque avec la Russie post-soviétique : éducation, lutte contre les maladies infectieuses, et surtout avenir de l'énergie nucléaire, sujet sur lequel Français et Russes partageaient une totale convergence de vues, Chirac comme Poutine considérant que l'impératif de non-prolifération du nucléaire militaire ne faisait pas obstacle à une extension de son usage civil à tous les pays qui le demandaient. L'année 2006 marque sans doute le point culminant de la tentative de rapprochement entre la Russie et le monde occidental. Il fallait voir le soin avec lequel les officiels russes avaient préparé le sommet de Saint-Pétersbourg, mettant les petits plats dans les grands pour créer la confiance avec leurs interlocuteurs. Le sherpa russe de l'époque était Igor Chouvalov, un personnage haut en couleur, qui deviendra ensuite premier vice-Premier ministre de Dmitri Medvedev, puis gouverneur de Tchoukotka, cette région de Sibérie d'où proviennent tant de métaux rares... C'était dire son importance dans la galaxie poutinienne. Chouvalov avait succédé dans cette fonction à Andreï Illarionov, un expert en économie aussi taciturne et ombrageux que Chouvalov était aimable et ouvert. Illarionov professait des idées particulièrement libérales avec vigueur, tellement libérales au demeurant qu'il finit par s'installer aux États-Unis ! Chouvalov, pourtant soucieux de l'image de son pays et moderne dans sa manière d'envisager les sujets à traiter, n'en fut jamais conduit à ces extrémités. Les réunions des sherpas, auxquelles je participais pour le compte de la France, étaient organisées par Chouvalov loin de Moscou. À Kazan d'abord où nous fumes présentés un par un à l'ensemble des responsables tatars de

la province à l'occasion d'un grand dîner avant qu'on nous fasse visiter le lendemain les usines aéronautiques qui faisaient la fierté de nos hôtes parce qu'elles témoignaient de la puissance de la technologie russe. Alors que nous parcourions les bâtiments, Chouvalov nous prit à part, mon collègue allemand, le secrétaire d'État aux finances Bernd Pfaffenbach, et moi-même pour nous faire une proposition audacieuse, je dirais même "désarmante". Il nous dit en substance : "Nous avons encore en Russie énormément de compétences, de capacités industrielles et des moyens de recherche dans le secteur aéronautique... Plutôt que tout cela n'aille dans les mains des Américains, nous nous demandons s'il ne serait pas plus intéressant que la Russie rejoigne la France et l'Allemagne dans le pacte d'actionnaires d'EADS." Interloqués, Pfaffenbach et moi prîmes l'engagement d'en faire rapport à nos autorités respectives, d'autant que Chouvalov se montra insistant pour faire prospérer l'idée. J'en parlais à Jacques Chirac qui en saisit Thierry Breton, alors ministre de l'Économie, et mon collègue allemand fit de même avec Angela Merkel. L'affaire s'arrêta là... On ne put ou ne voulut aller plus loin, notamment car l'équilibre franco-allemand venait d'être renégocié, avec beaucoup de difficultés, au sein d'EADS. Des deux côtés du Rhin, aucune des parties concernées n'avait envie de rouvrir le dossier. La fin de non-recevoir fut transmise à Igor Chouvalov, qui ne revint plus à la charge. S'agissait-il, réellement, d'une proposition sérieuse ? Ou de tester les limites de notre volonté de coopération ? Nous ne le saurons probablement jamais. Le sherpa russe n'avait pas pu nous faire cette proposition sans avoir reçu des instructions. Il est certain que les enjeux étaient considérables, tant l'aéronautique russe comportait une dimension militaire importante, qui aurait rendu difficile un consensus au sein du pouvoir à Moscou sur l'orientation envisagée par notre collègue sherpa. Nous interprêtâmes néanmoins cette initiative comme une marque de confiance et un signe que le Kremlin souhaitait s'ouvrir au grand marché européen. À une autre occasion, Chouvalov nous invita pour une réunion à Astrakhan, cette ville située à l'embouchure de la Volga, fleuve immense dont les dix-neuf bras rejoignent la mer Caspienne. Astrakhan, nous expliqua-t-il, fêtait son quadricentenaire. La ville avait été épargnée par les combats de la seconde guerre mondiale, car les Allemands, qui avaient l'intention d'y établir leurs quartiers d'hiver après avoir vaincu l'Armée rouge, avaient décidé de la préserver, sans imaginer que la bataille de Stalingrad tournerait en leur défaveur. On rejoignit Astrakhan via Moscou dans l'avion du président Poutine, un confortable appareil russe agrémenté de moquette épaisse et de bois verni. Une fois arrivés sur place, notre hôte nous emmena pêcher à la ligne sur le bras de la vieille Volga. Nous fûmes répartis dans des barques en bois et – simple hasard ou coïncidence diplomatique heureuse – Chouvalov nous avait, mon collègue allemand et moi, placés dans la même barque que lui. Nous nous aperçûmes vite que le barreur assis à côté de nous était un ancien soldat de l'armée soviétique qui avait jadis servi en RDA, ce qui nous valut d'égrener en allemand nos souvenirs de cette époque qui nous paraissait déjà lointaine. Nous avions chacun notre ligne et la règle était simple : tout poisson pêché devait être remis à l'eau aussitôt et l'événement salué par l'absorption d'un shot de vodka ! Heureusement, nous ne fûmes pas très adroits... À l'heure du déjeuner, le sherpa russe nous convia dans une datcha au bord de l'eau, qu'il avait réservée pour l'occasion. En entrant dans la petite maison de bois, nous aperçûmes des bols de caviar ostensiblement dressés sur la table. "C'est strictement interdit, nous confia Chouvalov (la raréfaction des esturgeons se faisait déjà sentir en mer Caspienne), mais l'administration présidentielle a obtenu une dérogation !" Évidemment, le groupe des sherpas ne manifesta aucune réserve à la perspective de cette dégustation, à l'exception du représentant américain qui demanda si le caviar avait été pasteurisé. Face à notre réponse unanimement négative, il renonça à en manger et sa part fut répartie entre nous. Des réunions de travail d'une grande densité précédaient et suivaient ces agapes, dans une atmosphère qui, à l'époque, était constructive et n'avait pas grand-chose à voir avec le climat de tension actuel. Les Russes se montraient attentifs aux opinions exprimées par tous les pays membres

du G8 et le sommet de Saint-Pétersbourg fut, de l'avis général, un succès. Jacques Chirac considéra que la confiance entre le monde occidental et la Russie se renforçait plutôt. Devant le cours des événements actuels, on peut se demander si nous n'aurions pas dû capitaliser sur ce continuum Paris-Berlin-Moscou dont les analyses s'étaient révélées justes au moment de la guerre d'Irak, et qui bénéficiait alors du soutien des opinions. La réponse à cette question n'est pas aisée. Certes, une dynamique entre Français, Allemands et Russes avait été lancée. Pour autant, le risque de déchirement de la communauté internationale demeurait face à l'urgence de la stabilisation de l'Irak et de la région. Notre système d'alliance, l'Otan, s'il n'avait pas été mis en œuvre pendant la crise, n'avait pas disparu et montait en puissance avec "le Partenariat pour la paix", suivi en 1997 par "l'Acte fondateur" et la mise en place du "Conseil Otan-Russie", tandis que s'effectuaient peu à peu les adhésions des pays d'Europe centrale et des pays Baltes. Sortir de l'Otan, ce à quoi Chirac ne pensait nullement, ou bien remodeler l'alliance à ce moment, aurait nécessité une énergie politique que la France ne pouvait porter seule, tandis que l'Allemagne, dans sa culture de défense, restait profondément dépendante des États-Unis. Nos partenaires allemands ne manifestaient aucune velléité de s'affranchir de ce cadre institutionnel, la chancière au pouvoir à partir de 2005 encore moins que son prédécesseur. Dans ces conditions, avions-nous les moyens d'entreprendre un recalage de nos relations avec la Russie ? La question de l'expansion de l'alliance atlantique au-delà des pays de l'Europe centrale et orientale restait à l'ordre du jour. Se poserait bientôt celle de l'Ukraine et des républiques du Caucase. Chirac avait considéré les événements de Tchétchénie comme une affaire intérieure russe, où il s'agissait de lutter contre le terrorisme. La violence de la répression exercée par l'armée de Poutine ne semblait pas l'avoir frappé, tant il était pétri de cette culture russe dans laquelle la peur du Tchétchène se retrouve jusque dans les comptines qu'il nous disait avoir apprises étant enfant. Sa perplexité concernant l'Ukraine grandissait néanmoins. Il connaissait le désir de revanche des Russes, imprégnés d'une tradition impériale et soviétique, qui restaient blessés de la perte de ce territoire. Il avait fréquenté plusieurs présidents ukrainiens, notamment Leonid Koutchma, et était à l'écoute de leurs inquiétudes, lesquelles étaient variables selon les interlocuteurs. Il s'était rendu à Kiev pendant son premier mandat et tenait à recevoir les dirigeants systématiquement à Paris, car ils étaient des interlocuteurs incontournables. Nous suivîmes attentivement la "révolution orange" de 2004. Jacques Chirac était enclin à partager les préconisations d'Henry Kissinger qui considérait que "l'Ukraine ne serait jamais n'importe quel pays pour la Russie et réciproquement". Il connaissait sûrement la thèse de Zbigniew Brzezinski qui, dans son ouvrage *Le Grand Échiquier*. L'Amérique et le reste du monde paru à la fin des années 1990, estimait que la Russie, sans l'Ukraine, ne pouvait être une grande puissance. Chirac avait laissé la France accompagner les élargissements successifs de l'Otan à partir de 1997 avec circonspection, mais sans jamais rien entreprendre pour les empêcher, conscient du besoin de sécurité des anciens pays du pacte de Varsovie ou des États baltes et lucide sur le fait que l'alliance n'était pas dans une posture offensive. Il avait toutefois été préoccupé par les conséquences du bombardement de Belgrade sur la crédibilité occidentale. On ne parlait pas, que je m'en souviens, des engagements qui avaient été pris de ne pas élargir l'Otan après la chute de l'URSS et la disparition du pacte de Varsovie. On sait maintenant que James Baker aurait affirmé à Gorbatchev que "l'Otan ne s'étendrait pas d'un pouce". Roland Dumas parle, dans ses mémoires, d'un engagement du même type. Une note de compte rendu provenant d'une réunion des directeurs politiques anglais, américain, français et allemand en 1991, et publiée en 2022 par le journal *Der Spiegel*, fait état d'un échange entre les quatre directeurs qui, sur l'intervention du directeur allemand Jürgen Chrobog, déclare que l'Otan "ne s'étendra pas au-delà de l'Elbe". C'était, en effet, après qu'il ait été décidé, en accord avec les Russes, que la RDA dans l'Allemagne réunifiée serait incorporée dans l'alliance. Rien de plus. Rien de négocié et rien d'écrit. Je

me souviens que pendant mon séjour à Bonn à cette époque, toutes les réflexions tournaient autour de l'ampleur de la tâche de reconstruction de cette partie de l'Europe, appauvrie et dévastée par quarante ans d'occupation soviétique. C'était la priorité. Une apparente bonhomie était perceptible du côté des Russes, eux-mêmes en proie à d'immenses difficultés intérieures politiques et économiques. Nous pensions alors nous en tenir à des relations fondées sur la seule confiance personnelle, puisque la démocratie triomphait... En réalité, les équilibres mis en place par les deux grandes puissances de la guerre froide, États-Unis et URSS, étaient laissés à l'encan. Un grand vide de sécurité s'installait en Europe, propice à de nombreux dérapages. Quelques années plus tard, c'était la fin des accords de contrôle des armements mis en place jusque dans les années 1980, dans le cadre du processus d'Helsinki, des FCE sur les armements conventionnels, des FNI sur les forces nucléaires intermédiaires, des accords START et du traité "Ciel ouvert", etc. À ce jour, rien ne les a remplacés. Chirac avait une vision globale du sujet sécuritaire. Il était persuadé que l'hubris de la victoire des démocraties sur le communisme totalitaire nous avait fait perdre de vue que la sécurité est une affaire collective et n'est pas nécessairement la loi du vainqueur ou celle du plus fort, mais qu'elle doit s'organiser par le dialogue et la négociation. Dans les pays Baltes, il savait que d'importantes minorités russes étaient restées sur place après la chute de l'URSS, minorités qui étaient composées de "non-citoyens" dénués de droits, et qui seraient autant de prétextes pour de futures interventions de Moscou. Chirac entretenait une relation confiante et suivie avec la présidente de Lettonie, Mme Vaira Vīķe-Freiberga, dont il admirait la forte personnalité et qu'il écoutait toujours avec attention. À l'occasion d'un sommet de l'Otan à Riga fin novembre 2006, il avait souhaité pousser les voies de la réconciliation avec la Russie, où la présidente lettone s'était rendue l'année précédente pour assister à la parade du 9 mai. Chirac avait imaginé, avec l'accord des Lettons, de faire inviter Vladimir Poutine au dîner prévu pour ce sommet qui tombait le jour de son anniversaire. Le prétexte était bien trouvé. Le partenariat pour la paix entre la Russie et l'Otan ne devait pas être un vain mot. Cette invitation n'aurait été rendue publique qu'au moment où tout aurait été négocié et prêt. J'étais en contact avec le conseiller diplomatique de Poutine et celui de la présidente lettone pour préparer cette séquence. Alors que l'échéance approchait et que nous étions déjà sur place, les choses se compliquèrent en raison d'exigences russes de dernière minute concernant le monument aux morts soviétiques, si je me souviens bien, puis d'ultimes hésitations de Mme Freiberga qui avait reçu des remontrances des Américains, et, enfin, du reproche fait à la France de faire cavalier seul. L'événement fut finalement annulé. Chirac voulait néanmoins tout tenter pour normaliser la situation dans cette partie de l'Europe, et amener les Russes à accepter le nouvel ordre européen d'après-guerre froide. J'avais à mon niveau des contacts réguliers avec le conseiller diplomatique du président ukrainien. Tous nos vis-à-vis dans ce pays étaient demandeurs d'un rapprochement avec l'Ouest, sous une forme d'arrimage à définir. Nous avions un sujet central, le financement du sarcophage de Tchernobyl, dans lequel la BERD, sous la présidence de Jean Lemierre, joua un rôle essentiel. Le rapprochement avec l'Ukraine butait toujours sur l'instabilité politique du pays et l'ampleur des réformes économiques et juridiques à accomplir afin de parvenir à des résultats concrets. Dans un tel contexte, l'adhésion à l'Union européenne paraissait encore hors d'atteinte. Et les demandes d'adhésion à l'Otan par les interlocuteurs ukrainiens étaient à éclipse, certains la soutenant et d'autres étant très hésitants. Chirac sentait que la question de la sécurité était prédominante. S'il voulait tout entreprendre pour que l'Ukraine conserve sa souveraineté et son intégrité territoriale, il prenait toutefois très au sérieux la sensibilité russe sur ce sujet, considérant que chaque pays avait des intérêts légitimes dans ce domaine. Il était conforté dans ses intuitions par le fait que rien n'avait vraiment remplacé les équilibres de la guerre froide. L'OSCE, qui réunissait pourtant l'ensemble des pays des anciens blocs, y compris les États-Unis, et aurait pu jouer un rôle utile, était réduite à l'impuissance et vidée de sa

substance par son absence de statut de droit international en tant qu'institution. Nous fîmes, à l'initiative du président Chirac, une tentative, vite morte-née, pour proposer une solution concernant la sécurité de l'Ukraine. Chirac m'envoya en novembre 2006 avec Laurent Bili, excellent collègue travailleur et rigoureux, qui travaillait à mes côtés à la cellule diplomatique sur les questions stratégiques, pour tester auprès des Russes la proposition suivante : "Pourquoi ne pas donner à l'Ukraine une protection croisée assurée par l'Otan et la Russie ? Le Conseil Otan-Russie en assurerait la surveillance." C'était là une manière d'assurer la neutralité de l'Ukraine, c'est-à-dire son indépendance et sa pérennité, en garantissant qu'il n'y aurait pas de bases de l'Otan aux portes de la Russie. Sergei Prikhodko, conseiller diplomatique du président russe, que je retrouvais dans son bureau du Kremlin, accueillit cette idée, bien qu'elle fût encore peu élaborée, avec un intérêt certain. "Cela réglerait la question de Sébastopol", remarqua-t-il. Cette réaction instinctive me parut emblématique. En effet, les Russes ne pouvaient envisager un instant que la Crimée, qui appartenait à l'Ukraine, ne devînt une terre de l'Otan. Cela aurait mis en péril la prise à bail de la base que la Russie avait en Crimée pour sa flotte de la mer Noire dont le stationnement lui garantissait l'accès aux détroits et aux mers chaudes, obsession de toujours de la Russie enclavée, d'autant plus qu'Odessa était en Ukraine. "En avez-vous parlé aux Américains ?" s'enquit-il. Je promis de le faire. C'est ainsi que, sur instruction de Chirac, je sondai d'abord mon collègue allemand Christoph Heusgen à la chancellerie fédérale auquel je fis état de la première réaction des Russes. Nous étions en 2006. La chancelière Merkel venait de prendre ses fonctions. L'accueil de son conseiller fut réservé. Il souhaitait bénéficier de l'avis des Américains avant que nous en reparlions. Lors de mon déplacement suivant à Washington, j'abordais cette proposition avec Stephen Hadley et Condi Rice, secrétaire d'État depuis début 2005. La réaction de cette dernière fut immédiate et sans appel : "Ah non ! Vous, les Français, n'allez pas recommencer ! Vous avez déjà essayé de bloquer la première vague d'adhésions à l'Otan. Vous n'allez pas bloquer la deuxième !" Je compris alors que nous étions devant un mur, et que les Américains avaient clairement le projet de voir l'Ukraine rejoindre un jour l'alliance. Nous étions isolés. En effet, je ne voyais pas quel pays aurait pu se retrouver à nos côtés pour soutenir cette initiative, qui serait interprétée comme une manœuvre hostile aux Américains. Notre président était, en outre, presque au bout de son mandat et notre marge d'initiative en était réduite d'autant. Les intentions américaines apparurent au grand jour au sommet de Bucarest de 2008 : l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie y furent décidées, comme l'indique la déclaration publiée à l'issue du sommet, mais renvoyées à des jours meilleurs, sur l'initiative de la France et de l'Allemagne, décision qui maintenait l'incertitude. La question s'envenima à nouveau. En 2013, les négociations de l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine réveillèrent les inquiétudes de Moscou. Déjà, en 2008, la diplomatie française avait été mobilisée avec la guerre en Géorgie où la France avait joué un rôle utile, le président Sarkozy se plaçant habilement en médiateur dans le conflit afin de garder une certaine équidistance entre les belligérants. Notre ambassadeur à Moscou, Stanislas de Laboulaye, avait compris tout de suite la dimension de politique intérieure que prenait ce conflit chez les Russes, pour qui les souvenirs de l'Afghanistan étaient encore vivaces. Les mères de soldats tués là-bas exerçaient une forte pression pour que le conflit prenne fin. L'agression de la Géorgie et la création de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie étaient des avertissements de Moscou qui révélaient sa sensibilité concernant la proximité de l'Otan. La situation se raidissait. Concernant l'Ukraine, on avait bien vu que le soutien des Occidentaux à l'ancienne Première ministre, Ioulia Timochenko, condamnée en 2011 pour avoir signé des accords gaziers avec la Russie, avait fortement contrarié Moscou et réveillé appréhensions et fantasmes. Le Kremlin percevait une dynamique croissante en Ukraine et voyait ce pays s'éloigner vers l'Union européenne dont les gouvernements, avec celui des États-Unis, étaient intervenus fortement en faveur de la libération de l'ancienne

première Ministre ukrainienne. La négociation en cours de l'accord d'association avec l'UE confirmait pour Moscou cette évolution. Mon collègue russe à Berlin, l'ambassadeur Grinine, que je voyais en tête à tête à intervalles espacés, mais réguliers, soit à l'ambassade de France de la Pariser Platz, soit dans son immense ambassade d'Unter den Linden, pour des échanges informels et toujours intéressants, car les diplomates russes sont généralement des professionnels de talent, me demanda ce qu'il pouvait bien y avoir dans ce projet d'association avec l'Ukraine. Il m'expliqua avec force, utilisant des arguments nourris, que l'Ukraine et la Russie avaient des économies très liées en raison de leur héritage soviétique, "un peu comme les pays de l'UE", insista-t-il. "Que diriez-vous, si nous négociions un accord avec un pays de l'UE qui risquerait de démanteler l'Union européenne et que nous ne vous en disions rien?" Je pensais à l'époque qu'une mission conjointe de Fabius et de Steinmeier à Moscou, voire de Barroso, qui était à la manœuvre à la Commission européenne, aurait été la bienvenue. Il est difficile de refaire l'Histoire. Poutine avait ses intentions, certaines objectives, comme le maintien de liens forts avec l'étranger proche et au sein de la Communauté des États indépendants (CEI) née de l'URSS, d'autres de plus en plus fantasmées à mesure qu'il avait l'impression que ses demandes n'étaient jamais prises en considération par les Occidentaux par négligence ou par refus. L'idée de neutralisation de l'Ukraine avec des garanties croisées, puis d'une meilleure transparence dans la négociation de l'accord d'association aurait pu, peut-être, éviter la crise de 2014, puis celle de 2022, car je ne crois pas que les Russes cherchaient alors un prétexte pour intervenir militairement. Bien sûr, les manifestations de Maïdan en 2014 et les expressions de l'aspiration ukrainienne à la démocratie jouèrent également un rôle important dans la perception d'un Kremlin devenu de plus en plus "illibéral". Considérons enfin que l'Union européenne fut dépassée par les événements et par la volonté des États-Unis, comme le "F**K the UE" de la diplomate américaine Victoria Nuland nous l'avait trivialement signifié à l'époque. La violente réaction russe, marquée par l'intervention dans le Donbass et l'annexion de la Crimée, eut pour conséquences des sanctions européennes qui mirent quasiment fin aux derniers canaux de communication encore existants entre la Russie et les pays occidentaux. La confiance était désormais bien brisée. Je fus convaincu à cette époque que, quoi qu'il arrive, il fallait, sans complaisance, garder des points de contact et continuer à communiquer avec le pouvoir russe. Au sortir de la guerre en Irak, malgré leurs difficultés sur le terrain, les Américains, soutenus en tous points par les Britanniques, étaient restés la grande puissance stratégique, et avaient la haute main sur l'équilibre global des forces, et donc sur notre sécurité au sein du continent européen. Quelle que fût notre autonomie (et elle était pourtant réelle au sein de l'alliance où les décisions se prennent par consensus), nous n'avions pas la capacité politique d'être à l'initiative vis-à-vis des Russes, sauf à sortir de l'alliance, mais pour nous retrouver seuls. C'est pourquoi notre énergie à l'époque avait été consacrée, d'une part à renforcer la cohésion européenne mise à mal par l'acquisition d'une trentaine de F 16 américains par la Pologne en lieu et place d'avions de chasse européen (Eurofighter, Gripen suédois ou Rafales français), et d'autre part à créer un pilier européen de l'alliance, via l'établissement d'un mécanisme de passerelle entre Otan et UE, que les Anglais s'acharnèrent à rendre inopérant. De ce point de vue, la situation née de l'agression russe en Ukraine, si elle a abouti à renforcer l'Otan et l'influence américaine en Europe centrale et nordique, n'en pose pas moins avec une acuité renouvelée le sujet de la relation de l'Otan avec l'Union européenne, alors qu'une conscience européenne dans ce domaine a commencé à voir le jour. À nous, Européens, de la traduire en actes par un effort budgétaire aux niveaux nationaux et une plus grande autonomie de décision au niveau communautaire. La "boussole stratégique" adoptée pendant la présidence française de l'UE en 2022 est un premier pas, bien timide, dans le contexte du moment. Étant donné la manière dont évolue le conflit, on peut craindre que l'Europe ne soit désormais divisée entre un axe franco-germano-italien et un autre composé des Polonais, des

Baltes, des Nordiques et des Anglais qui, tous, relayent les positions américaines. Avec l'arrivée de la Finlande et de la Suède, vingt-trois pays de l'Union européenne sont désormais dans l'Otan. C'est sans doute sous la forme d'un pilier européen de l'Otan plus que sous une forme autonome que la défense européenne, si elle voit le jour, pourra se développer. Encore faudra-t-il définir nos priorités et savoir parler d'une seule voix. Un nouveau rideau de fer partage le continent et nous sommes divisés. La Russie reste notre voisin. Les conséquences de la guerre seront longues à surmonter, d'autant que notre marge de manœuvre est réduite. La question sécuritaire demeure centrale et il faudra la traiter ».